



L'ÉCONOMIE
POLITIQUE DE
L'ENDETTEMENT
ÉTUDIANT
AU CANADA

cfsfcée

(AVRIL 2017)

LA DETTE ÉTUDIANTE MOYENNE DES DIPLÔMÉES ET DIPLÔMÉS DE 2008 (2010)¹:

- ▶ Programme de deux ans : 14 900 \$
- ▶ Programme de quatre ans : 26 300 \$
- ▶ Maîtrise : 26 600 \$
- ▶ Doctorat : 41 000 \$

AUTRES ESTIMATIONS :

- ▶ Les recettes provenant des frais de scolarité dans les établissements d'enseignement **ont triplé** depuis 2001.²
- ▶ Le total de la dette étudiante publique au Canada (2012) : **28 milliards de dollars**
- ▶ Le total des intérêts payés par un emprunteur auprès du Programme canadien de prêts aux étudiants pour financer une dette étudiante de 30 000 \$ sur 10 ans (2017) : **10 318,87 \$³**
- ▶ Le total des intérêts payés par tous les emprunteurs auprès du Programme canadien de prêts aux étudiants (2015-2016) : **580 millions de dollars⁴**
- ▶ La dette due au Programme canadien de prêts aux étudiants (2015) : **19 milliards de dollars⁵**
- ▶ Ratio de la dette comparé au revenu disponible (2017) : **171 pour cent⁶**

INTRODUCTION

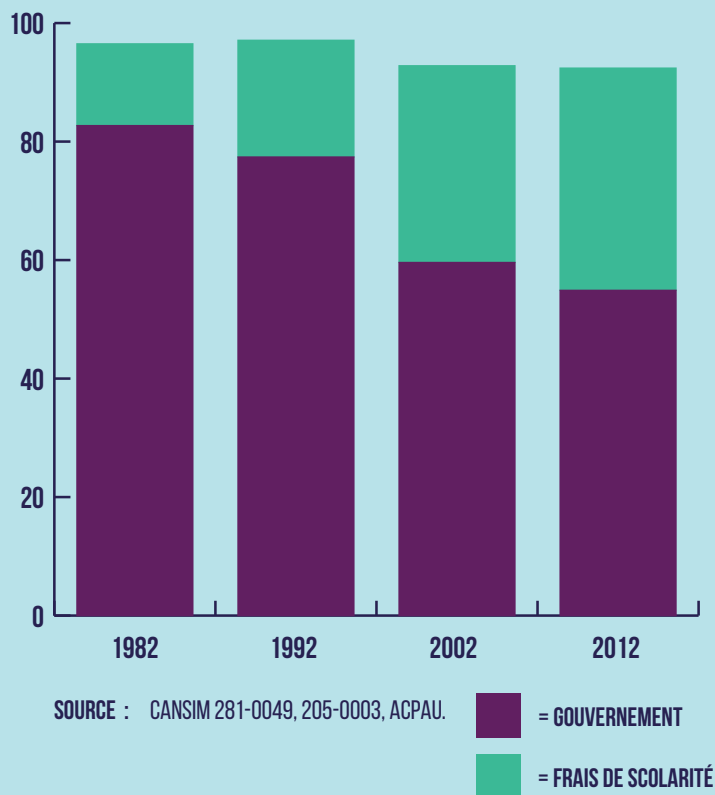
Dans les dernières décennies, la Fédération a pris une position ferme sur l'endettement étudiant (tel que décrit dans la figure 1) : les gouvernements ont transféré le coût des études post-secondaires aux étudiantes et étudiants et, par conséquent, l'éducation postsecondaire ne sert plus d'égalisateur social, comme c'était le cas auparavant. Le système est passé d'un modèle financé par des fonds publics à un modèle soutenu par les fonds publics, et les étudiantes et étudiants ont été obligés de combler le vide.

Il s'agit d'une injustice profonde puisque l'éducation postsecondaire n'est plus un luxe, mais bien une exigence pour obtenir un salaire décent et une société juste. Le statu quo des frais de scolarité et de l'endettement élevés est discriminatoire envers les étudiantes et étudiants qui ne peuvent se permettre de payer les frais initiaux et comporte de graves conséquences économiques et sociales.

Des études récentes confirment cette explication.⁷ Au fur et à mesure que les coûts initiaux grimpent, les étudiantes et étudiants bien nantis prédominent sur les campus tandis que les étudiantes et étudiants marginalisés qui sont plus susceptibles d'obtenir des salaires plus faibles – les étudiantes et étudiants autochtones, handicapés, qui ont des enfants, racialisés, et de genre queer et trans – sont de plus en plus laissés de côté.

On couronne le tout avec des taux d'intérêt, imposés par bon nombre de prêts étudiants (comme le Programme canadien de prêts aux étudiants), qui aggravent le fardeau d'endettement des diplômées et diplômés qui veulent commencer leur carrière ou fonder une famille. Par exemple, avec le Programme canadien de prêts aux

FIG. 1: FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET FRAIS DE SCOLARITÉ EN TANT QUE PART DU REVENU DE FONCTIONNEMENT DES UNIVERSITÉS



étudiants (PCPE), une étudiante ou un étudiant qui a une dette de 30 000 \$ peut s'attendre à payer 10 318,87 \$ de plus en intérêts sur 10 ans. Globalement, le PCPE a imposé 580 millions de dollars en intérêts à tous les emprunteurs en 2015-2016.⁸

C'est pour cela que nous avons besoin de renouvellement dans notre système d'éducation postsecondaire, incluant : respecter les promesses issues de traités que le Canada a faites aux étudiantes et étudiants autochtones, éliminer les frais de scolarité pour toutes les étudiantes et tous les étudiants dans tous les programmes, financer adéquatement les stages des métiers spécialisés et l'éducation des adultes, et fournir une aide financière aux études qui élimine les obstacles à



**JE N'EN AI
PAS ENCORE FINI
AVEC TOI.**

l'apprentissage et réduit l'endettement en début de carrière pour les diplômées et diplômés. Ces idées peuvent renverser des décennies de mauvaises politiques.

Et pourtant, ces alternatives ne font que régler une partie du problème. Une approche centrée sur l'économie politique – qui prend en compte les facteurs politiques des résultats économiques – englobe mieux l'enjeu et fait un lien entre l'augmentation de l'endettement étudiant et l'ère néolibérale⁹ du capitalisme canadien. Cette ère, comme on l'explique dans cet article, a favorisé la stagnation des salaires, le travail précaire, la privatisation des services publics et la redistribution de la richesse envers les salariées et salariés qui ont déjà un revenu élevé. La recherche portant sur l'endettement étudiant doit prendre en compte ce contexte, et toute solution à la crise de l'endettement étudiant – et la dette des ménages au Canada en général – doit faire de la réduction de la dette une stratégie économique essentielle.



LA PRÉCARITÉ POUR TOUS, LA RENTABILITÉ POUR UN : LE NÉOLIBÉRALISME AU CANADA

Le Canada est une nation en déclin d'une perspective sociale, environnementale et politique depuis les années 1980; c'est à ce moment que les partis conservateur et libéral ont remplacé le système keynésien fondé sur la gouvernance dans l'intérêt du public par un système néolibéral fondé sur la gouvernance dans l'intérêt des élites riches et des grandes entreprises – un système qui règne malheureusement depuis.

– Ed Finn, Éditeur, CCPA Monitor (2015)¹⁰

Le Canada, comme toute économie capitaliste avancée, a connu des changements majeurs dans les décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale. Les politiques publiques étaient guidées par une priorité sur le plein emploi, tandis que les programmes gouvernementaux facilitaient la sécurité du revenu : l'éducation publique, les lois sur les normes d'emploi, la rémunération des travailleuses et travailleurs, les régimes de santé et de sécurité, la Sécurité de la vieillesse et les régimes de pensions du Québec et du Canada, l'assurance-emploi et le régime public de soins de santé.

Ce sont les politiques qui ont été établies suivant la demande provenant de générations de Canadiennes et Canadiens qui ont connu la Grande dépression des années 1930 et l'émergence inquiétante du fascisme en Europe. Ils ont démontré à quel point les gens ordinaires, et les campagnes qu'ils ont menées, peuvent avoir un réel impact lorsqu'ils ont réclamé de nouveaux droits sociaux.

L'adoption du néolibéralisme au sein du capitalisme canadien au début des années 1980 a poussé les politiques publiques dans une nouvelle direction.¹¹ Une crise d'huile mondiale au début des années 1970 a nourri les efforts des initiées et initiés puissants de réduire l'inflation, de limiter la portée du gouvernement et d'ouvrir les marchés domestiques au commerce international. Pen-

dant que le pouvoir des groupes progressifs s'est fragilisé, les voix néolibérales ont pris le dessus. L'élection de Margaret Thatcher en Angleterre, Ronald Reagan aux États-Unis et Brian Mulroney au Canada communiquaient un message clair : l'ère de la sécurité du revenu était terminée. De plus en plus, le néolibéralisme du « chacun pour soi » faisait fureur dans les milieux politiques.

Aujourd'hui, les idées néolibérales caractérisent le système politique canadien. La plupart des gouvernements sont d'accord que les frais d'utilisation, tels les frais de scolarité, devraient augmenter, tandis que l'étendue des services publics devrait diminuer. Les impôts sur les sociétés ont baissé brusquement et les dépenses du gouvernement en sont à leur plus bas niveau depuis 1946.¹²

Ces mesures, a-t-on dit aux Canadiennes et Canadiens, allaient inaugurer une nouvelle ère de prospérité et de croissance économique. Mais comme l'indique la figure 2, la réalité fut bien différente pour les étudiantes et étudiants et les nouveaux diplômés et diplômées. Les réductions des impôts et des dépenses n'ont pas assuré une grande prospérité; plutôt, les salaires réels ont stagné, tandis que l'endettement étudiant a grimpé en flèche.

FIG 2. CROISSANCE EN POURCENTAGE DE LA DETTE ÉTUDIANTE COMPARÉE AU SALAIRE RÉEL MOYEN (AJUSTÉS EN FONCTION DE L'INFLATION)

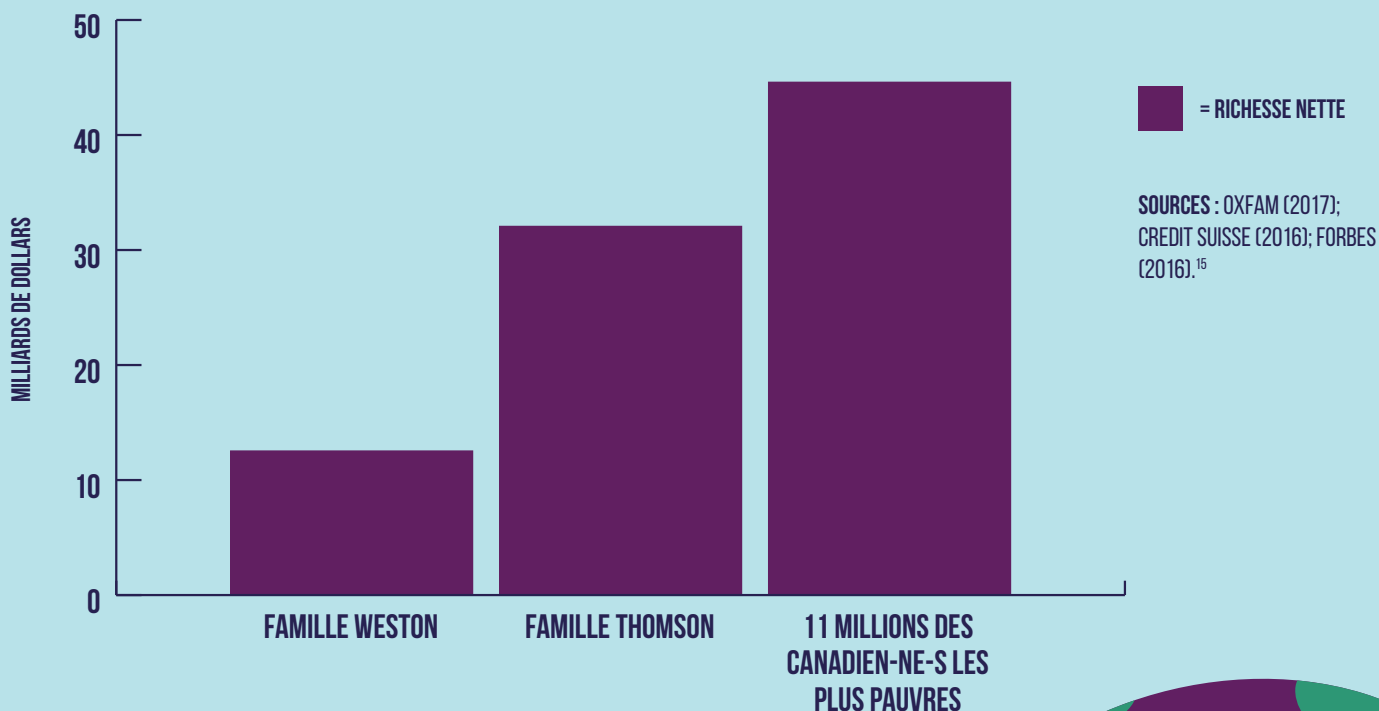


SOURCE : CANSIM : 281-0049, 205-0003.

Pour empirer les choses, le travail précaire caractérise la plupart des types d'emploi, surtout pour les jeunes travailleuses et travailleurs et les groupes marginalisés. En Ontario seulement, qui a la plus grande main-d'oeuvre au Canada, deux chiffres se démarquent : la proportion des travailleuses et travailleurs qui gagnent le salaire minimum (qui a été multipliée par cinq depuis 1997) et le nombre de stages non rémunérés (qui a atteint 300 000 en 2016).¹³

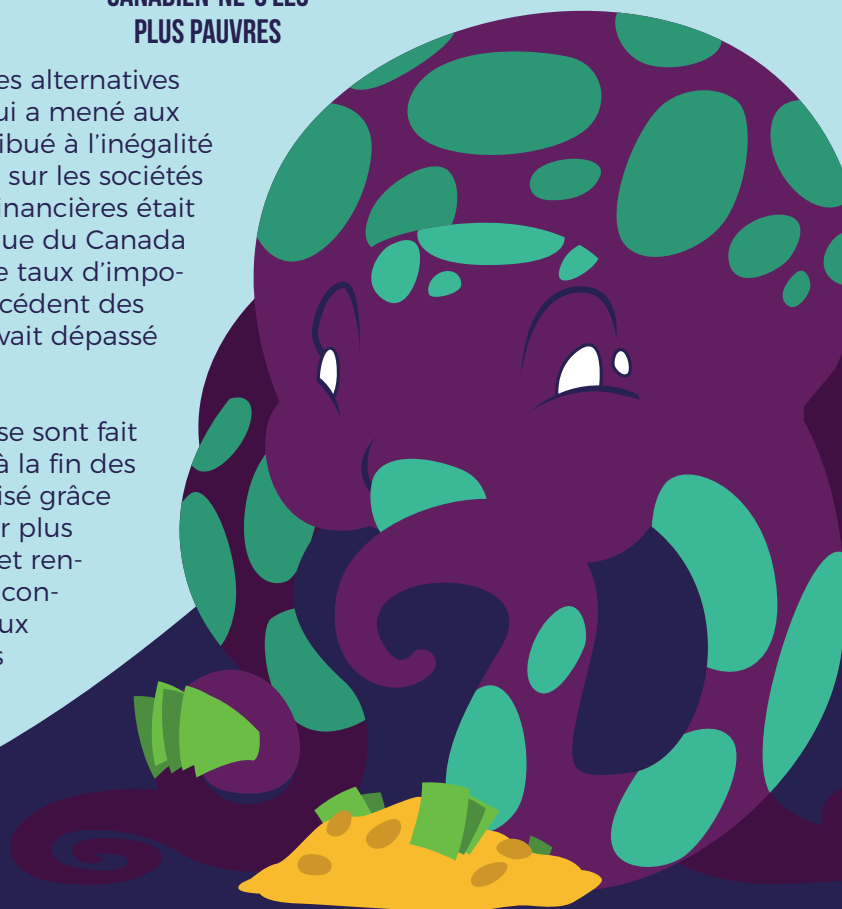
Comme l'indique la figure 3, l'ère néolibérale a aussi donné lieu à une croissance incroyable pour quelques individus privilégiés. Les PDGs les plus riches au Canada gagnent maintenant 193 fois le salaire moyen,¹⁴ et deux familles – les Thomson, propriétaires de Thomson Reuters, et les Weston, propriétaires de Loblaws Companies Limited – possèdent le même montant d'argent que les 30 pour cent des plus pauvres au Canada (ce qui équivaut à 11 millions de gens).

FIG 3. DEUX FAMILLES = 11 MILLIONS DE PERSONNES, L'INÉGALITÉ DE LA RICHESSE AU CANADA (2016)



David MacDonald du Centre canadien des politiques alternatives explique comment l'influence du néolibéralisme qui a mené aux réductions des impôts sur les sociétés a aussi contribué à l'inégalité de la richesse. En 1997, le taux fédéral d'imposition sur les sociétés était de 31 pour cent, l'excédent des sociétés non financières était d'environ 100 milliards de dollars et la dette publique du Canada était de près de 560 milliards de dollars. En 2014, le taux d'imposition sur les sociétés était de 15,5 pour cent, et l'excédent des sociétés non financières (630 milliards de dollars) avait dépassé le niveau de la dette publique du Canada.¹⁶

Les Canadiennes et Canadiens, insiste MacDonald, se sont fait dupés : « Les sociétés canadiennes ont argumenté à la fin des années 1990 qu'elles utiliseraient [l'argent économisé grâce aux réductions d'impôt pour les sociétés] pour bâtir plus d'usines, former plus de travailleuses et travailleurs et rendre le Canada plus productif ... [P]lutôt, nous avons consciencieusement démantelé les programmes sociaux pour payer les entreprises canadiennes afin qu'elles puissent remplir leur bas de laine (tissé d'or). »¹⁷



UNE NATION ENDETTÉE : LA DETTE QUI GRIMPE EN FLÈCHE ET L'INSÉCURITÉ FINANCIÈRE

Durant la crise financière mondiale de 2007-2008, le Canada était considéré comme une oasis économique. Dix ans plus tard, pour pallier les salaires stagnants, le travail précaire et l'inégalité de la richesse, les Canadiennes et Canadiens ont contracté un niveau inégalé de dette, ce qui a engendré un nouveau contexte d'insécurité financière. Les institutions financières ont promu ces mesures, disant que les taux d'intérêt peu élevés sont avantageux pour les consommatrices et consommateurs.

En fait, après des années de taux d'intérêt peu élevés (et un accès au crédit sans précédent), les ménages canadiens ont plutôt connu la plus grande augmentation de la dette des consommateurs au sein des nations du G7. Comme le note la figure 4, de 1999 à 2012, pendant que la dette étudiante a augmenté de 140 pour cent, la dette amortissable et liée aux cartes de crédit a augmenté de 191 pour cent, les prêts automobile ont augmenté de 204 pour cent et les lignes de crédit ont augmenté exceptionnellement de 436 pour cent. Lorsqu'on inclut les hypothèques et les autres types de dettes, la dette totale au Canada a atteint 1,34 trillions de dollars en 2012.



FIG 4. DETTE DES MÉNAGES AU CANADA (1999-2012)



Ces tendances poussent les fonctionnaires à sonner l'alarme. En 2015, le total de la dette des ménages a dépassé l'ampleur de l'économie canadienne (1,6 trillions de dollars), et la Banque du Canada a indiqué que cette tendance n'était pas durable.¹⁸ En janvier 2016, le directeur parlementaire du budget a noté que la dette totale des ménages représentait 171 pour cent du revenu disponible et qu'on pourrait faire face à une crise financière quand les taux d'intérêt vont augmenter.¹⁹ La dette étudiante existe dans ce contexte plus large d'insécurité financière.

Deux sondages récents ont démontré que la situation est volatile. Le premier, mené par l'Association canadienne de la paie, a révélé que 48 pour cent des répondantes et répondants ne seraient pas en mesure de s'acquitter de leurs obligations financières si leur paie était retardée d'une semaine, et 39 pour cent étaient accablés par leur dette.²⁰ Le deuxième sondage a révélé que 69 pour cent considéraient que leur sécurité financière les inquiétait, et plus de la moitié des répondantes et répondants n'étaient pas en mesure d'assumer 200 \$ de plus dans leurs dépenses mensuelles. Pour 718 000 Canadiennes et Canadiens, même une augmentation de 25 points de base (0,25 pour cent) sur leurs taux d'intérêt les placerait « ... dans une situation de flux financier négatif. »²¹

Ces sentiments sont communs parmi les étudiantes et étudiants qui paient un prix vertigineux pour leur formation postsecondaire, alors qu'ils obtiennent leur diplôme dans une ère où il est difficile de se faire une vie confortable. Plus que jamais, les décisionnaires doivent prioriser les stratégies qui réduisent l'endettement pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens et l'élimination de la dette étudiante devrait être à l'avant-plan.

Pour se faire, on doit défier le pouvoir des banques et des institutions financières qui profitent de l'endettement élevé et de l'insécurité financière. Ces grands intérêts gagnent des milliards en frais et en commissions liés aux prêts étudiants, lignes de crédits, prêts à tempérament et fonds communs de placement privés qui endettent l'économie canadienne.²²





DÉFIER LE NÉOLIBÉRALISME : LE BIEN-FONDÉ DE LA RÉDUCTION DES DETTES (ET DE LA GRATUITÉ SCOLAIRE)

Présentement, des anciens étudiants et étudiantes et des étudiants et étudiantes à temps partiel²³ ont de la difficulté à rembourser leur prêt étudiant. Le PCPE indique qu'un tiers des emprunteurs utilisent le Programme d'aide au remboursement (PAR), ce qui signifie qu'ils gagnent moins de 25 000 \$ par année. Et, comme indiqué dans le budget fédéral de 2017, il y a une dimension sexospécifique pour les emprunteurs du PCPE car les femmes représentent 60 pour cent des bénéficiaires du PCPE et 66 pour cent des utilisatrices et utilisateurs du PAR.²⁴

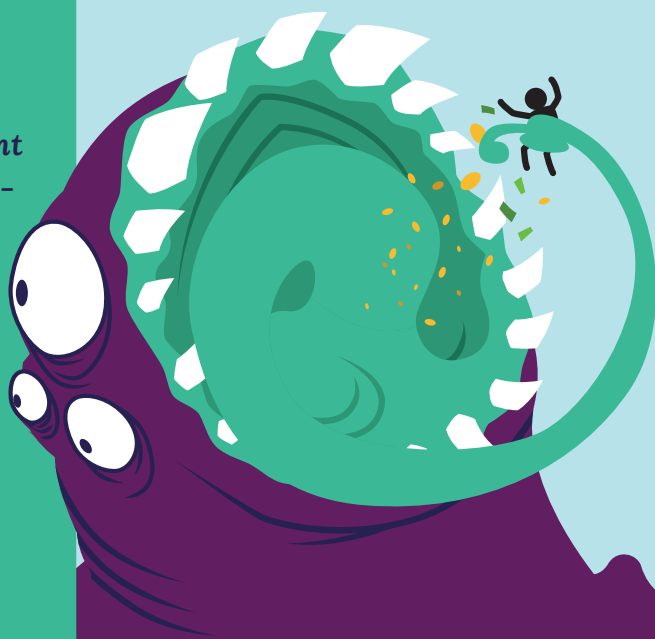
Plus de un récipiendaire du PCPE sur 10 (13 pour cent) fait défaut dans le remboursement de son prêt,²⁵ ce qui signifie que le gouvernement fédéral va radier 178 millions de dollars de dettes du PCPE en 2017.²⁶ En réalité, les utilisatrices et utilisateurs du PCPE qui font face à d'énormes

difficultés financières ont peu d'options. Les demandes de faillite pour se défaire des prêts étudiants sont fameusement complexes et disponibles seulement sept ans après l'obtention du diplôme. Jusque là, les emprunteurs à faible revenu font face à des appels désagréables de la part d'agentes et d'agents de prêts qui essaient souvent de les harceler et de les humilier pour les obliger à se plier devant eux.²⁷ Tous les six mois, les étudiantes et étudiants doivent faire une nouvelle demande auprès du PAR et, s'ils ne le font pas, ils recevront plus d'appels désagréables, souvent sur une base quotidienne.

Pendant ce temps, pour joindre les deux bouts, les emprunteurs doivent survivre par n'importe quel moyen. Ils et elles cherchent à obtenir un emploi rémunéré – il s'agit souvent d'un emploi précaire – pour mettre fin aux appels. Ils emménagent avec leurs parents, ou avec une parente ou un parent âgé qui a besoin de soins. Ils retardent leurs objectifs professionnels et leurs plans de fonder une famille. Ils font la consolidation de leurs prêts non-étudiants avec les produits derniers cris des institutions financières. En ce faisant, ils incarnent le concept du citoyen modèle, tel que promu par les intellectuels néolibéraux qui font la promotion des stratégies du « chacun pour soi ». Un écrivain parlant de l'expérience américaine remarque :

...[t]andis que les [gouvernements] financent de moins en moins [l'éducation postsecondaire] et poussent les étudiantes et étudiants à contracter des fardeaux de dettes de plus en plus élevés pour financer leurs études, l'expérience et le but de [l'éducation postsecondaire] sont transformés ... [cela devient] une activité d'entreprenariat, une sorte d'investissement personnel et de prise de risque qui positionne l'obtention de rendements futurs au-dessus de toute autre considération.

En intégrant [l'éducation postsecondaire] aux circuits du capitalisme financier, l'état encourage les débitrices et débiteurs à se tourner vers le marché pour améliorer leurs compétences et assurer leur sécurité personnelle ... mais comme les légions de débitrices et débiteurs qui ont un prêt étudiant peuvent en témoigner, investir dans [l'éducation postsecondaire] ne garantit plus l'obtention d'un travail rémunéré ou d'une sécurité personnelle financière. C'est un investissement de plus en plus risqué qui peut causer d'énormes difficultés financières à l'étudiante ou l'étudiant et, dans les pires scénarios, aux portes du tribunal des faillites pour obtenir un quelconque soulagement.²⁸



En examinant l'économie politique de l'endettement étudiant au Canada, nous avons établi comment l'ère néolibérale du Canada en a privilégié quelques-uns tandis que la majorité font face à des salaires stagnants, du travail précaire, des frais d'utilisation plus élevés et une réduction des services publics. Mais les efforts accomplis pour suivre un cheminement plus progressif doivent défier l'idéologie néolibérale présentée par les décideurs et dévoiler ceux qui profitent du statu quo de l'endettement élevé.

Les six banques à charte canadiennes les plus importantes représentent à elles seules 84 pour cent des services bancaires de détail au Canada, ont réalisé des profits de 35 milliards de dollars en 2015, et leurs profits du premier trimestre en 2017 étaient de 10,5 milliards de dollars.²⁹ Le secteur financier dans son ensemble donne un emploi à six pour cent des Canadiennes et Canadiens, mais représente 25 pour cent des actifs des sociétés.³⁰ Ils sont soutenus par les politiques publiques au niveau fédéral et ont un accès privilégié au crédit, qui est ensuite vendu aux consommatrices et consommateurs à un taux de marge élevé. Il y a aussi des frais importants intégrés dans leurs produits.

Le pouvoir de ces acteurs se manifeste clairement sur n'importe quel campus postsecondaire. Les centres étudiants (surtout durant le semestre d'automne) sont parsemés de représentantes et représentants bancaires qui font la promotion de cartes de crédit, de lignes de crédit étudiantes ou de prêts étudiants privés, en se penchant particulièrement sur les étudiantes et étudiants dans les programmes professionnels (ex. : technologie de l'aviation, droit, dentisterie, ou médecine) pour qui les frais de scolarité dépassent la disponibilité des fonds offerts par les programmes de bourses et prêts étudiants publics. En raison de la nature déséquilibrée de l'aide aux études au Canada, on peut réaliser de gros profits en offrant ces produits.

Examinons le cas des prêts étudiants privés pour lesquels, contrairement aux prêts publics, les intérêts sont souvent imposés aux étudiantes et étudiants au cours de leurs études. Ceci permet aux institutions financières de percevoir des intérêts énormes au détriment des étudiantes et étudiants, comme c'est le cas pour les cartes de crédit et les lignes de crédit étudiant.

Un autre exemple contrariant est celui des frais imposés par les fonds mutuels dont on fait la promotion pour faire des économies avec le Régime enregistré d'épargne-études (REEE). Depuis des décennies, on encourage les Canadiennes et Canadiens (par l'entremise de politiques foncières fédérales) à économiser grâce au REEE pour l'éducation postsecondaire, mais une majorité de la population serait sûrement surprise de constater que la moyenne des frais (i.e. : « ratio des frais de gestion », ou RFG) associés aux fonds mutuels canadiens siphonnent une grande partie des économies d'un individu. Comme l'a expliqué un expert financier à la CBC News : « Si vous avez un fonds avec un RFG de 2,5 pour cent, cela va gruger presque 50 pour cent de la valeur potentielle du portefeuille sur 25 ans. »³¹

Il convient aussi de noter le fait que les investissements faits dans le REEE sont parrainés par l'état et que ce sont les salariées et salariés au revenu élevé qui en profitent le plus. En 2016, 1,1 milliards de dollars en dépenses fiscales fédérales furent alloués aux contributions à un REEE, qui avantage disproportionnellement les Canadiennes et Canadiens au revenu élevé.³² En 2013, 49 pour cent était alloué aux familles dont le revenu familial dépassait 90 000 \$, tandis que 32 pour cent était alloué aux familles dont le revenu familial dépassait 125 000 \$. Lorsqu'une Canadienne ou un Canadien sur huit fait souvent face à l'insécurité

alimentaire,³³ et que près de 100 communautés des Premières nations n'ont pas accès à de l'eau potable,³⁴ la façon dont ces fonds publics sont alloués est répréhensible.

Bien entendu, il y en a certains qui disent que le principe du « consommateur averti » doit être appliqué à tous les produits financiers, et que les étudiantes et étudiants doivent « vivre au-dessous de leurs moyens » lorsqu'ils et elles contractent des dettes.³⁵ Mais ces arguments, comme par hasard, ignorent la problématique du pouvoir des sociétés et comment les politiques néolibérales influencent notre capacité de travailler et de faire des économies. Une économie politique de dette étudiante nous pousse à étudier le contexte plus large.

Notre économie est endettée, et elle devra faire face à des conséquences graves si elle continue d'être contrainte par des concepts néolibéraux. La dette étudiante va grimper, les salaires vont stagner, le travail précaire va prospérer et la richesse va continuer de se répartir parmi les mieux nantis. Les appels de s'occuper de soi-même dans ce contexte constituent une ruse ignorant les intérêts importants qui exploitent les autres. Il s'agit du stratagème classique employé par les publicités-leurre.

Heureusement, les étudiantes et étudiants défient le néolibéralisme. La demande pour la gratuité scolaire – et la réduction de l'endettement – est un but inspirant qu'il est grand temps d'atteindre. Dans cette optique, nous devons considérer les propositions restreintes de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick comme des victoires partielles, même si ces deux propositions sont loin d'être parfaites. Des annonces plus ambitieuses aux Philippines, en Allemagne, au Chili, dans l'État de New York et à San Francisco laissent supposer que le vent tourne en faveur de la gratuité scolaire, et ce grâce à la pression politique.³⁶

Le Canada pourrait se joindre aux 18 nations qui ont peu ou aucun frais de scolarité pour la formation postsecondaire et les bénéficiaires seraient importants. La dette étudiante serait réduite et les diplômées et diplômés pourraient poursuivre leurs rêves librement. Les enjeux majeurs auxquels nous faisons face – les changements climatiques, l'inégalité des richesses, le travail précaire, le racisme, le capacitisme, l'homophobie et la transphobie – seraient pris en charge par des esprits forts qui ne seront pas freinés par le besoin d'intégrer l'économie du service ou du « partage » (où les emplois précaires et mal rémunérés dominent) qui leur permet de subsister.³⁷

Au final, une économie politique axée sur l'endettement étudiant mène à une conclusion globale : il faut défier le néolibéralisme dès maintenant et exiger des changements progressistes. Comme l'indique le budget fédéral alternatif de 2017,³⁸ nous avons besoin de réduire l'endettement systématiquement, d'obtenir la justice pour les communautés marginalisées, de services publics forts, de bons emplois et de responsabilisation pour nos élites économiques. C'est à ça que ressemble le redressement économique.



**ÉCHEC
ET MAT!**



NOTES

- ¹ Statistique Canada, CANSIM 477-0069 (Enquête nationale auprès des diplômés), CANSIM 326-0020 (Indice des prix à la consommation). Il est important de noter que ces estimations comprennent toutes les étudiantes et étudiants diplômés, non seulement ceux et celles qui ont des dettes étudiantes. Il est aussi possible que CANSIM 477-0069 minimise drastiquement l'importance des prêts étudiants privés en raison de sa portée méthodologique.
- ² Joel Harden, *Le bien-fondé du renouvellement de l'éducation postsecondaire*, Ottawa, CCPA, mars 2017, p. 5.
- ³ Les calculs ont été effectués selon : Gouvernement du Canada, *Estimateur de remboursement des prêts*, <http://tools.canlearn.ca/cslgs-scpsc/cn-cln/crp-lrc/calculer-calcule-eng.do> (page consultée le 6 mars 2017).
- ⁴ Gouvernement du Canada, Emploi et Développement social, *Rapport annuel du Programme canadien de prêts aux étudiants 2013-2014*, Ottawa, 2016, p. 23.
- ⁵ Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants* (au 31 juillet 2014), Ottawa, juin 2015. Il est important de noter que ce chiffre augmente d'environ 1 million de dollars par jour.
- ⁶ Gouvernement du Canada, Bureau du Directeur parlementaire du budget, *Endettement et vulnérabilité financière des ménages*, 19 janvier 2016, p. 1.
- ⁷ Voir : Gouvernement du Canada, Bureau du Directeur parlementaire du budget, *Dépenses fédérales pour l'éducation postsecondaire*, 9 mai 2016, p. 4.
- ⁸ Voir les notes 3 et 4.
- ⁹ Le terme « néolibéral » est une référence au « néolibéralisme », une philosophie politique qui privilégie la primauté du choix individuel et un rôle minime pour le gouvernement dans notre société. Il fut conçu en premier lieu par des philosophes conservateurs tels Ayn Rand, Milton Friedman et Friedrich Hayek dans les décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, lors d'une période où le libéralisme traditionnel était plus présent, notamment dans l'ouvrage de l'économiste britannique John Maynard Keynes. Le libéralisme traditionnel que Keynes représente était influencé par la Grande dépression et les mouvements de protestation des années 1930 et a posé les fondations intellectuelles des régimes d'assurance-maladie, de l'assurance-emploi, et d'autres programmes de sécurité du revenu.

Les philosophes néolibéraux recommandent l'élimination de ces programmes et des programmes connexes, disant qu'ils inhibent l'innovation et le choix individuel. Depuis la fin des années 1970, le néolibéralisme a remplacé le keynésianisme comme philosophie qui influence les décisionnaires des entreprises et des gouvernements, et même de plusieurs groupes progressistes. Pour plus d'informations, voir Nancy Fraser, « The End of Progressive Neoliberalism », *Dissent*, 2 janvier 2017; Robin Kelly, « After Trump », *Boston Review*, 15 novembre 2016; David Harvey, « Neoliberalism is a Political Project », *Jacobin*, 23 juillet 2016; Naomi Klein, « It Was the Democrats' Embrace of Neoliberalism That Won it for Trump », *The Guardian*, 9 novembre 2016.
- ¹⁰ Tel que cité dans Justin Brake, « Neoliberalism is Destroying Canada: Former NDP Leader », *The Newfoundland and Labrador Independent*, 14 octobre 2015, <http://theindependent.ca/2015/10/14/neoliberalism-is-destroying-canada-former-ndp-leader/>.
- ¹¹ Pour plus de contexte sur l'ère néolibérale du capitalisme canadien, voir : Jim Stanford, « The Three Key Moments in Canada's Neoliberal Transformation », *Rabble.ca*, le 9 avril 2014.
- ¹² *Ibid.*, p. 12.
- ¹³ Voir : Sheila Block, *A Higher Standard: The Case for Holding Low-Wage Employers in Ontario to a Higher Standard*, CCPA, 15 juin 2015, <https://www.policyalternatives.ca/higher-standard>, p. 2-3; Congrès du travail du Canada, *Sauter sans parachute : Les jeunes canadiens dans une économie précaire*, CTC, 2016, p. 9.
- ¹⁴ Hugh MacKenzie, *Throwing Money at the Problem: Ten Years of Executive Compensation*, CCPA, 3 janvier 2017, <https://www.policyalternatives.ca/ceo2017>.
- ¹⁵ Oxfam, *Une économie au service des 99%* [document d'information de Oxfam], janvier 2017, <https://www.oxfam.org/en/research/economy-99>; Richard Kersley et Antonios Koutsoukis, *The Global Wealth Report*, Credit Suisse Research Institute, 22 novembre 2016, <https://www.credit-suisse.com/us/en/about-us/research/research-institute/news-and-videos/articles/news-and-expertise/2016/11/en/the-global-wealth-report-2016.html>; Keren Blankfeld, « Forbes Billionaires: Full List of the 500 Richest People in the World 2016 », *Forbes*, 1 mars 2016.
- ¹⁶ David MacDonald, *The Truth Behind Corporate Tax Cuts (in One Chart)*, CCPA, 19 août 2014, <http://behindthenumbers.ca/2014/08/19/the-truth-behind-corporate-tax-cuts-in-one-chart/>.
- ¹⁷ *Ibid.*
- ¹⁸ Voir : Gordon Isfeld, « Canada's Household Debt is now Bigger than its GDP, for the First Time », *Financial Post*, 15 septembre 2016.

- ¹⁹ DPB, *Endettement et vulnérabilité financière des ménages*, 19 janvier 2016, p. 1-3.
- ²⁰ Sunny Freeman, « Half of Canadians Spending All or More of Their Paycheques », *The Toronto Star*, 7 septembre, 2016.
- ²¹ Garry Marr, « Canadians are Just \$200 Away From Being Overwhelmed by Debt, New Study Finds », *Financial Post*, 28 septembre 2016.
- ²² Sunny Freeman, « Bank Fees in Canada on the Rise Amid Profit Margin Squeeze », *The Huffington Post*, 20 avril 2015, http://www.huffingtonpost.ca/2015/04/20/bank-fees-rising-canada_n_7099356.html; Agence de la consommation en matière financière du Canada (Gouvernement du Canada), *Les frais bancaires au Canada : Profils et tendances*, juin 2014, <https://www.canada.ca/content/dam/canada/financial-consumer-agency/migration/eng/resources/researchsurveys/documents/bankingfees-fraisbancaires-eng.pdf>.
- ²³ Les étudiantes et étudiants à temps partiel doivent commencer à rembourser leur prêt étudiant public pendant leurs études, et (contrairement aux étudiantes et étudiants à temps plein) doivent payer des intérêts mensuels sur leur dette globale.
- ²⁴ Gouvernement du Canada, *Chapitre 5 – Égalité des chances : l'énoncé du budget de 2017 relatif aux sexes*, mars 2017, <http://www.budget.gc.ca/2017/docs/plan/chap-05-fr.html>.
- ²⁵ BSIF, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants*, p. 27-28.
- ²⁶ The Canadian Press, « Government to Write Off \$178 Million in Unpaid Federal Student Loans », *The Toronto Star*, 14 février 2017, <https://www.thestar.com/news/canada/2017/02/14/government-to-write-off-178-million-in-unpaid-federal-student-loans.html>.
- ²⁷ Voir : Melissa Leong, « What Happens When You Can't Pay Off Your Student Debts? », *Financial Post*, 30 août 2014; Jeannine Mitchell, *Ka-Ching! How Your Family Can Cut Off Thousands Off Your Student Loan Debt Without Spending a Cent [Seriously]*, Toronto, True North Financial Education Group, 2014.
- ²⁸ Chris Maisano, « The Soul of Student Debt », *Jacobin*, 27 décembre 2012, <https://www.jacobinmag.com/2012/12/the-soul-of-student-debt/>, p. 5.
- ²⁹ CBC News, « Canada's Big Banks Earn \$35 Billion in Profits for 2015 », *CBC News*, 3 décembre 2015, <http://www.cbc.ca/news/business/bank-profits-rise-1.3348661>; Association des banques canadiennes, *Fiche info – Revenus et profits des banques*, 1 novembre 2016, <http://www.cba.ca/bank-revenues-and-earnings-profits>; Armina Ligaya, « Big Six Profit Tops \$10.5 Billion for Quarter », *National Post*, 3 mars 2017.
- ³⁰ Jim Stanford, « Bottom Line: Canadian Banks Should Pay Their Fair Share », *The Global and Mail*, 30 avril 2010, <http://www.theglobeandmail.com/news/world/bottom-line-canadian-banks-should-pay-their-fair-share/article4317719/>.
- ³¹ Tel que cité dans Erica Johnson, « Banks Misleading Clients on Mutual Funds », *CBC Marketplace*, 25 janvier 2013, <http://www.cbc.ca/news/canada/banks-misleading-clients-on-mutual-funds-1.1415027>.
- ³² Canada, Bureau du directeur parlementaire du budget, *Dépenses fédérales pour l'éducation postsecondaire*, 2016, p. 19.
- ³³ Voir : David MacDonald, dir., « Pauvreté », *Les enjeux sont élevés, les choix sont clairs : Le Budget fédéral alternatif 2017*, mars 2017, p. 140-147.
- ³⁴ Ibid., « Premières nations », p. 155-160.
- ³⁵ Voir : Garry Marr, « The Answer to Dealing With Crushing Student Debt? Live Well Below Your Means », *Financial Post*, 29 septembre 2015, <http://business.financialpost.com/financial-post-magazine/the-answer-to-dealing-with-crushing-student-debt-live-well-below-your-means>.
- ³⁶ Voir : Janvic Mateo, « Free Tuition in State Schools Next Year », *The Phillipine Star*, 17 décembre 2016, <http://www.philstar.com/headlines/2016/12/17/1654307/free-tuition-state-schools-next-year>; Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, *Il est temps de voir GRAND : Le bien-fondé de la gratuité scolaire*, octobre 2016, <http://dev.cfswnetwork.ca/wp-content/uploads/sites/71/2016/10/CFS-TimeToThink-BIG-Web-EN.pdf>; État de New York, *Tuition-Free Degree Program: The Excelsior Scholarship*, 3 janvier 2017, <https://www.ny.gov/programs/tuition-free-degree-program-excelsior-scholarship>; Abigail Hess, « San Fransisco to be the First City in the US to Offer Free College », *CNBC News*, 8 février 2017, <http://www.cnn.com/2017/02/08/san-francisco-to-be-the-first-us-city-to-offer-free-college.html>.
- ³⁷ Lorsqu'on dit « économie du service », nous faisons référence au secteur de l'industrie du service où les bas salaires et l'emploi et le sous-emploi des jeunes prédominent. Lorsqu'on dit « économie du partage », on parle des emplois rémunérés issus des nouvelles technologies en ligne (Uber, AirBNB), dont la plupart ne sont pas réglementés ou imposés par le gouvernement. Voir : Christopher Adams, « Companies Exploit Millennials, Pushing Them Towards Poverty », *National Observer*, 31 août 2016, <http://www.nationalobserver.com/2016/08/31/news/companies-exploit-millennials-pushing-them-toward-poverty>; Tom Slee, *What's Yours is Mine: Against the Sharing Economy*, Toronto, Between the Lines, 2016.
- ³⁸ MacDonald, *Les enjeux sont élevés, les choix sont clairs : Le Budget fédéral alternatif 2017*. Pour le chapitre sur l'éducation postsecondaire, voir les pages 104-112.

cfsfcée